

## SÉRIEUX COUP DE GRISOU

Le dimanche 27 avril, le Pape François a canonisé Jean XXIII et Jean-Paul II lors d'une messe impressionnante de ferveur. Dans son homélie, François a rappelé ce que l'Église catholique devait à ces deux hommes désormais « Saints ». Manuel Valls, présent à Saint-Pierre de Rome, a sans doute aucun, entendu le message papal et compris que l'Église s'était ouverte au monde avec le grand Concile œcuménique Vatican II. Les politiques ayant loué la réforme entreprise par celle-là, il n'est pas interdit de s'interroger : le « modèle » a-t-il fait des émules dans notre classe politique ?

De quoi s'agissait-il ? Le monde « tournait » autour de l'Église. Depuis 1965, c'est un peu l'Église qui désormais « tourne » autour du Monde et qui change d'espace et de temps. Nul sujet n'est tabou, ce 11 octobre 1962 quand Jean XXIII inaugure le premier Concile depuis celui de Trente, quatre siècles auparavant : ni les dogmes, ni la liturgie d'une « maîtresse de vérité »... Bien sûr, les conservateurs s'en mêlent et s'érigent en « docteur » de la foi refusant toute rupture avec la sacro-sainte tradition. C'est refuser l'ouverture au monde, la nécessaire réforme, davantage de responsabilité à ses membres et s'arc-bouter sur l'image d'un pape, monarque absolu, gardien de l'unité de l'Église, au sein d'une curie aussi frileuse qu'assoupiée. Mais le renouveau biblique et liturgique est en marche, et les réformes structurelles vont inverser la pyramide hiérarchique tout en introduisant des rapports plus simples et moins autoritaires au sein de l'Église. On nous rétorquera que Vatican II pêche par une sorte d'optimisme un peu suffisant, et que le document a beaucoup vieilli. En vérité, l'institution fait sa mue, aussi modeste et tâtonnante qu'elle soit, et l'on aimerait que la classe politique, nous disons bien l'ensemble de la classe politique française, fasse enfin la sienne. Or, force est de constater que cette dernière s'avère incapable de mener à bien les réformes structurelles qui permettraient à notre pays de s'oxygéner enfin. ! Victime d'une incapacité culturelle à réduire le champ de l'action publique et à assumer le choix du travail sur celui de l'assistance, elle se trouve condamnée à vivre d'expédients. Les questions essentielles restent malheureusement sans réponses. Quelles interventions de

l'État sont encore légitimes ? Dans quels domaines doit-il réduire la voilure ? Quels opérateurs et agents de l'État seront concernés par des suppressions, des regroupements ou la baisse de leurs dotations ? Bref, les zones d'ombre s'accumulent dans un paysage à peine esquissé. Cette « politique », si tant est qu'elle en soit une, qui vise à ne froisser personne, nous fait tous décliner. Est-ce cela que nous voulons ?

### I. L'EUROPE FRAGILISÉE

Cette incapacité générale à « dire » les choses, puis à en tirer les conséquences dans un pays inquiet, et souvent malmené par une mondialisation sans égale, s'est, une nouvelle fois, traduite dans les urnes par une forte poussée d'un populisme enraciné en Europe depuis le début des années 2000. Nous sommes, il faut bien nous l'avouer, de piètres pédagogues, malhabiles à présenter les enjeux du siècle, ce qui fait de l'abstention, ce désintérêt général des citoyens, le second vainqueur de cette bien triste campagne. Il ne nous appartient pas de commenter plus avant ces résultats, mais de rappeler que depuis la signature des traités créant l'Euratom et le Marché commun, l'Europe est devenue le plus vaste ensemble d'États démocratiques, et la plus grande économie du monde. Bien sûr, l'Union est parfois impuissante, ce qui nourrit le doute, l'indifférence et l'incompréhension. Bien sûr, elle n'est pas politiquement ce que nous voudrions qu'elle soit, mais comme le rappelle avec raison José Manuel Barroso : « *L'Europe est une démocratie à vingt-huit au sein de laquelle des hommes se jaugent, parfois s'affrontent* ». Quoi de plus naturel ? En vérité, cette construction, qui doit à chaque instant lutter contre le découragement, les discordes et la constante opposition d'habiles manœuvriers, est une formidable aventure collective qui nous préserve de la guerre commerciale, de l'affrontement monétaire, et du repli national. Quitter l'Europe, c'est quitter l'Histoire, s'égarer sur les chemins de traverse, et faire fi de toutes celles et de tous ceux qui ont encouragé, développé, consolidé cette bâtisse commune. L'Europe, ce n'est pas seulement la paix, c'est l'expression à l'échelle du monde

de nos singularités, et d'un modèle économique et social auquel nous sommes tous attachés.

À l'évidence, elle doit clarifier ses modes de décision, alléger ses procédures, se rapprocher des citoyens et faire preuve d'une pédagogie nouvelle. Pour autant, il est injuste de faire de la Commission – et c'est un travers assez partagé par l'ensemble des États – le responsable de tous nos maux. Le bref Président du Conseil Italien et ancien Commissaire européen, Mario Monti, rappelle, à juste titre : « *Les États membres ne se rendent pas compte qu'ils font beaucoup de choses pour affaiblir la Commission et la rendre hostile à l'opinion publique* ». Une façon commode, sans doute, de se défaire sur Bruxelles dès lors que l'on évoque la nécessaire réduction de nos dépenses. Nous avons autre chose à faire qu'à nous chamailler de la sorte alors même que le continent, malgré d'indéniables succès, ne parvient plus à combler son retard de richesse sur les États-Unis. Une étude récente<sup>(1)</sup> souligne ainsi qu'au début des années 1950 l'écart de richesse produite par habitant était proche de 50 % entre ces deux régions du monde, et n'a cessé de se réduire depuis, pour atteindre 25 % au début des années 1980. Las ! Le phénomène de rattrapage s'est brutalement interrompu au cours de la dernière décennie. Une meilleure intégration des nouvelles technologies aux États-Unis, et les politiques sociales suivies en Europe, fort coûteuses par essence, explique, sans doute, ce préoccupant écart.

## II. LA FRANCE, AU PIED DU MUR.

L'occasion de rappeler que si celle-là se fait distancer par le Nouveau Monde, c'est bien la France qui reste à la traîne en Europe ! L'Insee, désavouant par là même le gouvernement, vient de confirmer : croissance nulle, recul de la consommation des ménages, baisse inquiétante des investissements, contribution négative du commerce extérieur. De quoi s'interroger sérieusement sur les hypothèses de croissance retenues par le gouvernement pour les années 2015 à 2017 ! Les principales agences de notation viennent de relever d'un cran les notes de crédit de l'Espagne et de la Grèce, les félicitant des efforts engagés. Pendant ce temps, nous régressons par manque de confiance, la faiblesse de notre compétitivité, la rigidité de notre marché du travail, et le déséquilibre de nos comptes publics. Que le centre de gravité de l'Union se soit déplacé, ces dernières années, de Bruxelles à Berlin, ne fait pas l'ombre d'un doute, et nous en portons, nous autres français, la responsabilité. C'est, au reste, le message que vient de nous transmettre le FMI : « *Des efforts réels mais insuffisants en matière*

*d'ajustement budgétaire* ». Un programme de réduction des dépenses aux modalités trop floues, l'option d'un « rabotage » généralisé qui serait, seule, source d'économie. Bref, une politique « modeste » qui s'inscrit dans le cadre d'un programme de « stabilité ». Des qualificatifs qui ne semblent pas suffisants pour inverser la courbe d'un déclin annoncé. Les premières conclusions de mission sont très claires : « *La stratégie d'ajustement budgétaire a atteint ses limites (...) les économies, tel le gel du point d'indice de la fonction publique, ne constituent pas une inflexion de tendance durable, (...) le smic a des effets d'exclusion sur le monde du travail, (...) le taux d'emploi en France reste parmi les plus bas de l'OCDE* ».

<sup>(1)</sup> Insee

Plus que jamais, il s'avère nécessaire de s'adapter au siècle. Les Français, responsables, y sont prêts : trois sur quatre approuvent la réduction du nombre des fonctionnaires, six sur dix, la baisse des dépenses maladie, et plus de la moitié, le gel des prestations sociales. Qu'attendons-nous pour engager les réformes structurelles qui s'imposent ? Avons-nous bien compris que l'opinion se retourne, devient plus libérale en réaction au poids de la fiscalité et de la dette ? Ne s'agit-il pas là des derniers soubresauts d'un système à bout de souffle ? Si oui, et nous l'espérons, il faut un vrai programme, de vraies réformes structurelles car les prélèvements obligatoires sont devenus insupportables pour l'emploi, l'investissement dans les entreprises et la consommation des ménages. Pour les alléger, il n'y a pas d'autre issue que de réduire la dépense publique. La tonalité orientée vers l'économie de l'offre du programme gouvernemental est un bel essai. Il faut dorénavant le transformer en évitant le rabotage généralisé. Pour cela, une réflexion sur les missions et les structures du service public visant à supprimer les redondances et les interventions non essentielles est à mener dans les plus brefs délais. Les dépenses de fonctionnement – 398,2 milliards – et les prestations sociales – 541,9 milliards – sont les deux principales masses budgétaires. C'est bien là qu'il faut agir. Suivons la piste salutaire de la Suisse, de l'Australie ou du Canada quand ils ont structurellement abaissé leurs dépenses publiques. Assouplissons notre code du travail dont la lourdeur et la complexité sont devenues des obstacles à la mobilité sociale et à la croissance d'une société innovante, sécurisons enfin la vie des entreprises, apportons des mesures de simplifications concrètes, facilitons l'embauche et la formation. Autant de pistes qui, seules, pourront infléchir la courbe de la défiance et redonner à notre pays la force de résister aux compromis souhaités par tous les « conservatismes rassemblés ».

**Union des Industries  
et Métiers  
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram  
75 854 Paris cedex 17  
<http://www.uimm.fr>  
e-mail: [uimm@uimm.fr](mailto:uimm@uimm.fr)